

23 Juillet 1935

La question des institutions et des hommes

Sur le plan économique, le Mandat peut donc se flatter aujourd'hui de réalisations sérieuses. Il y a eu la réduction des droits de douane, le programme des grands travaux. Il y a eu aussi cet esprit nouveau, cette volonté ferme d'un programme d'ensemble cohérent. On ne fait plus maintenant d' « économie dirigée » sans direction. De tout cela, nous avons assez félicité le Mandat. Et nous ne nous en serions que plus libres, pour lui demander d'achever son œuvre en apportant à l'indispensable réforme politique le même esprit réaliste, le même souci d'équité qui ont présidé à la réduction des droits de douane.

La fameuse question des institutions et des hommes se pose alors à nouveau.

Nous prétendons, quant à nous, que nos institutions peuvent et doivent être changées.

Ce qui ne veut point dire que pour les appliquer, n'importe quels hommes seront bons. L'état politique actuel au Liban, hommes et institutions, n'a plus on seul défenseur, même parmi ceux qui en profitent. Il est unanimement condamné. Le Libanais même est d'accord avec les détenteurs de l'autorité réelle pour penser qu'on ne peut durer plus longtemps. Comment en sortir ?

Par la réforme des institutions d'abord.

Par le choix des hommes ensuite, le Comte de Martel dans les déclarations qu'il a bien voulu donner à ce journal nous disait que le « relèvement économique, comme aussi l'évaluation politique dépendent plus des hommes avec des institutions ».

S'il faut entendre par là que la réforme politique dont il est certainement question portera uniquement sur des personnes, nous ne souscrivons pas à ce jugement. Le pays veut quelque chose de plus profond, de plus réel. Il aspire à un régime fixant les conditions d'une collaboration loyale et soutenue entre Français et Libanais.

Mais si le Haut-Commissaire a voulu nous dire qu'il ne servirait de rien de modifier les institutions si le même esprit d'insouciance et de crainte devait continuer à encrasser tous les rouages de notre administration dans la même terreur des responsabilités et le même culte de l'incompétence, nous partageons parfaitement ses vues.

En somme, pour ce qui nous concerne, notions d'hommes et d'institutions sont étroitement liées. On ne peut les dissocier. Le tout est d'apporter à leur conjugaison une solution d'ensemble, et non pas fragmentaire et de transporter sur le terrain politique cette volonté de stabilité, de collaboration et surtout cette méthode, qui sont la caractéristique des dernières mesures économiques du Comte de Martel.